



Conseil économique et social

Distr. générale
11 octobre 2011
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2012
30 janvier-8 février et 17 février 2012

**Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010
des organisations non gouvernementales dotées
du statut consultatif auprès du Conseil économique
et social présentés par l'intermédiaire du Secrétaire
général en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|---|-------------|
| 1. Minaret of Freedom Institute | 3 |
| 2. Mision Mujer | 4 |
| 3. Mission International Rescue Foundation | 7 |
| 4. OISCA International (South India Chapter) | 8 |
| 5. Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference | 10 |
| 6. Médecins pour les droits de l'homme | 11 |
| 7. Planned Parenthood Federation of America | 14 |
| 8. RICS Foundation | 17 |
| 9. Safari Club International Foundation | 19 |
| 10. La Fondation turque pour les études économiques et sociales | 21 |
| 11. Union of British Columbia Indian Chiefs | 21 |
| 12. United Nations Association of San Diego | 24 |



| | |
|---|----|
| 13. United Religions Initiative | 25 |
| 14. Fédération mondiale des sourds | 28 |
| 15. Fédération mondiale des sourds-aveugles | 30 |

1. Minaret of Freedom Institute

Spécial, 2007

Introduction

Le Minaret of Freedom Institute est un institut de recherche classé en tant qu'entité exempte d'impôts conformément à l'article 501 c) 3) du code fiscal des États-Unis d'Amérique. Il est tributaire, pour la continuation de ses travaux, de contributions volontaires provenant d'entreprises privées, de fondations et de particuliers.

Buts et objectifs de l'organisation

L'institut a pour double mission l'éducation des musulmans et des non musulmans. Pour les non musulmans, sa mission consiste à :

- Contrer les désinformations et malentendus concernant les croyances et pratiques islamiques;
- Démontrer les origines islamiques de valeurs modernes comme l'État de droit et de sciences comme l'économie de marché;
- Améliorer la situation des peuples musulmans diffamés par un environnement hostile dans les pays de l'Occident et opprimés par des régimes politiques oppresseurs dans les pays de l'Orient.

Pour les musulmans, dans l'accomplissement des obligations que leur impose le coran et la sunna, la mission de l'institut consiste à :

- Découvrir et diffuser les incidences politiques et économiques du droit musulman (sharia) sur le bien-être économique de la communauté;
- Faire connaître aux musulmans des États-Unis et du monde islamique les principes de l'économie de marché;
- Éduquer les dirigeants religieux et locaux en ce qui concerne les sciences économiques et la nécessité de la liberté pour l'instauration d'une société prospère, bien qu'elle ne suffise pas en elle-même;
- Promouvoir le libre-échange et la justice (dans l'intérêt commun de l'islam et de l'Ouest);
- En reprenant les paroles de Thomas Jefferson : pour atteindre ses objectifs, l'institut s'engage à mener une lutte sainte interminable (jihad) contre toutes les formes de tyrannie sur l'esprit de l'homme.

Elle atteindra ces objectifs par des recherches indépendantes (jihad) sur des questions de politique générale intéressant les pays musulmans et/ou les musulmans aux États-Unis; par la publication et la vulgarisation des résultats de ces recherches; par la traduction d'études appropriés sur l'économie de marché dans les langues du monde musulman accompagnées d'introductions et d'observations d'érudits musulmans; par la gestion de programmes d'échange de chercheurs qui permettent aux membres de l'institut de présenter des exposés aux universitaires et décideurs des pays musulmans et à des musulmans épris de liberté vivant à l'extérieur des États-Unis de passer du temps avec des chercheurs musulmans attachés à

l'économie de marché aux États-Unis et d'avoir accès à des ressources non disponibles dans leur propres pays.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'institut a participé à une réunion-débat sur les traditions islamiques en matière de paix et de non-violence tenue à l'American University. Son représentant a présenté, à cette même institution, un exposé sur les différences entre les sunnites et chiïtes, avec la participation de Sulayman Nyan de l'université Howard à Washington, et de l'imam Abo Fazel Nahidia de la mosquée de Manassas en Virginie (États-Unis). Le Président de l'institut, Imad-ad-Dean Ahmad, a présenté des observations liminaires et a dirigé les débats, qui ont abouti à la déclaration d'Amman.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'institut n'a pas participé à des réunions de l'Organisation des Nations Unies.

Coopération avec les organismes des Nations Unies

L'institut n'a pas collaboré avec des organismes des Nations Unies.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'institut a lancé un programme de distribution de ses brochures sur le droit islamique et la mutilation génitale féminine dans les pays qui se livrent à cette pratique et comptent une population musulmane importante.

2. Mision Mujer

Spécial, 2007

Introduction

Mision Mujer compte 12 années d'expérience en ce qui concerne la prévention de problèmes psychosociaux parmi les adolescentes au Mexique. Depuis 2009, elle a élargi la portée régionale de ses activités en y incluant les États fédéraux de Jalisco et de Guanajuato. Au total, 27 493 membres ont bénéficié des services fournis par l'organisation tout au long de son histoire.

Buts et objectifs de l'organisation

Le principal objectif de l'organisation consiste à donner une éducation et un soutien psychosocial à des adolescents en renforçant la conscientisation, la confiance en ses propres valeurs et la communication familiale, et à aider les adolescents à planifier leur vie grâce à l'exécution du programme Axios (un programme d'ateliers scolaires et de soutien psychosocial), le site Web Axios (pour le soutien psychosocial en ligne et la création de réseaux); des activités

expérimentales dans les communautés d'adolescents et les écoles; le centre Axios (pour le soutien personnel et psychosocial, les ateliers sur le microcrédit et les sports, entre autres), et le programme Axios pour la jeunesse (de formation de jeunes dirigeants en tant qu'agents du changement).

Changements importants survenus au sein de l'organisation

En 2010, Mision Mujer a été approuvée en tant qu'organisation internationale et le nombre de ses bénéficiaires (45) et de ses membres (3 221) a augmenté.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Le Programme Axios répond aux problèmes des adolescents conformément au Programme mondial d'action pour la jeunesse, au Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la population et le développement et au Programme d'action de Beijing en ce qui concerne la planification familiale, les changements climatiques, la responsabilité sociale, l'élimination de la violence sexiste, les abandons scolaires, l'hygiène sexuelle et la santé procréative et la promotion de modes de vie salubres. Le programme Axios inclut des garçons, encourageant ainsi l'égalité des sexes. En 2008, 5 156 élèves ont bénéficié du programme. Le troisième congrès Axios a compté sur la participation d'un millier d'adolescents. Des mécanismes de recherche et de consultations ont été créés pour mettre le programme à jour conformément au programme de l'ONU en matière de développement. En 2009, le Ministère de l'éducation de Jalisco a présenté des informations montrant que 4 405 adolescents avaient bénéficié du programme Axios. Neuf ateliers sur l'égalité des sexes et la prévention de la violence dans le pays ont été organisés. En 2010, 5 935 personnes ont bénéficié du programme Axios. Soixante jeunes femmes ont été formées et cinq membres de l'organisation ont participé activement à la Conférence mondiale de la jeunesse tenue à Léon (Mexique) du 23 au 27 août 2010. Le quatrième congrès Axios a été tenu avec la participation de 1 250 adolescents. Un centre Axios a été créé dans l'une des zones les plus dangereuses de Guadalajara. On a commencé une évaluation professionnelle de l'incidence du programme Axios.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a participé aux manifestations suivantes :

- a) Aux auditions informelles interactives de l'Assemblée générale avec les organisations non gouvernementales et de la société civile et le secteur privé tenues les 14 et 15 juin 2010;
- b) À la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 1^{er} au 12 mars 2010, à laquelle l'organisation a présenté une déclaration sur la question de savoir si les grossesses précoces étaient exclusivement un problème de santé publique;
- c) À la quarante-huitième session de la Commission du développement social, tenue du 3 au 12 février 2010, à laquelle l'organisation a présenté une déclaration écrite sur les adolescents;

- d) À une manifestation sur les pratiques optimales en matière de politiques et de programmes concernant la jeunesse en Amérique latine et les Caraïbes, tenue à Puerto Vallarta (Mexique) du 4 au 6 novembre 2009;
- e) À la soixante-deuxième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Mexico City du 9 au 11 septembre 2009;
- f) À l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, tenu du 6 au 9 juillet 2009;
- g) À la quarante-deuxième session de la Commission sur la population et le développement, tenue du 30 mars au 3 avril 2009;
- h) À la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 2 au 13 mars 2009, à laquelle l'organisation a présenté une déclaration conjointe sur la liberté authentique des femmes;
- i) À la cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme, tenue du 25 février au 7 mars 2008;
- j) À la soixantième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à New York du 5 au 7 septembre 2007.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'organisation a organisé des activités en faveur de l'Année internationale de la jeunesse, proclamée par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/134, à l'occasion du quatrième congrès Axios, tenu à Zapopan (Mexique) le 28 octobre 2010.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a imparti une formation concernant l'égalité des sexes à 18 161 adolescents, a tenu 6 600 réunions sur le développement humain et social, a formé 230 enseignants à l'égalité des sexes et 70 personnes à la prévention de la violence sexiste. Elle a dispensé un enseignement à 18 161 adolescents concernant un comportement sexuel responsable (2 200 réunions ont été consacrées à cette question). En outre, on a organisé 7 114 réunions privées de suivi. On a également fourni des informations sur la prévention du VIH/sida à 18 161 adolescentes dans le cadre de 440 réunions.

Informations additionnelles

Il n'y a pas d'informations additionnelles.

3. Mission International Rescue Foundation

Spécial, 2007

Introduction

Mission International Rescue Foundation est une organisation à but non lucratif sise à La Romana (République dominicaine), qui aide des familles nécessiteuses.

Elle gère actuellement trois écoles qui accueillent uniquement des enfants provenant de ménages pauvres. Les écoles, fréquentées par quelque 1 000 enfants, dispensent un enseignement du niveau primaire à la douzième année (deuxième cycle de l'enseignement secondaire). La fondation est une organisation catholique, et des religieuses vivent dans l'enceinte de toutes les écoles. Un groupe additionnel de religieuses fournissent un soutien psychosocial à des prostituées et les aident à apprendre un nouveau métier en vue de les sortir de la rue.

Buts et objectifs de l'organisation

La Mission International Rescue Foundation vise à impartir à des enfants une éducation de qualité et à leur ménager un lieu sûr où ils peuvent se rendre chaque jour. Ses écoles préparent les élèves diplômés à réussir dans la vie professionnelle et personnelle.

Changements important survenu au sein de l'organisation

La vision de la Mission International Rescue Foundation a toujours été la même : aider les pauvres qui vivent à La Romana et dans d'autres régions de la République dominicaine. Il n'y a pas eu de changements importants. La fondation s'emploie à recueillir des dons pour réaliser sa mission qui consiste à aider les pauvres à sortir du cycle de pauvreté.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La fondation est persuadée que sa mission est conforme à celle de l'Organisation des Nations Unies. Elle s'emploie à améliorer la vie de milliers de personnes chaque année. Non seulement fournit-elle une éducation aux enfants inscrits dans ses écoles, elle participe également à la formation de ses enseignants et les aide à continuer leur éducation. Elle conduit aussi d'autres activités de proximité dans la communauté. Elle est persuadée qu'elle fait une grande différence dans le monde et quelle aide à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Les quatre dernières années, la fondation n'a pas participé à des réunions de l'Organisation des Nations Unies, mais elle souhaiterait commencer à le faire et obtenir des informations sur d'autres organisations internationales et la manière dont elles fournissent une assistance. Elle est disposée à collaborer avec d'autres organisations non gouvernementales dont les buts sont analogues aux siens.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Par le passé, la fondation n'a pas collaboré avec des organismes des Nations Unies, mais est disposée à collaborer avec toute organisation qui partage ses buts et souhaite faire une différence en République dominicaine. En particulier, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) est une organisation avec laquelle la fondation pourrait collaborer utilement.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

La fondation s'emploie à aider l'Organisation des Nations Unies à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. Grâce à leur éducation, elle aide les enfants qui fréquentent ses écoles à sortir du piège de la pauvreté si manifeste dans les pays du tiers monde. La plupart de ces enfants vivent dans des taudis connus sous le nom de bateyes. Ayant achevé leurs études, ils obtiennent une formation professionnelle. Une carrière comme infirmière, comptable, ingénieur ou chef (pour donner des exemples) les aide à sortir de la pauvreté, mais aussi les membres de leurs familles. L'ampleur du temps et de l'argent que la fondation consacre à chaque enfant qui fréquente ses écoles est exceptionnelle en République dominicaine. La fondation sait que ses écoles sont un lieu spécial où les enfants et leurs familles sont en sécurité. En outre, elle s'emploie actuellement à mettre les enfants, les enseignants et ses autres employés à même de responsabiliser d'autres membres de la communauté.

Informations additionnelles

La mission de la fondation est la suivante : aider des enfants et des familles à sortir de la pauvreté en identifiant et en satisfaisant leurs besoins grâce à des services d'éducation et des programmes de coopération. Pour de plus amples informations sur ses projets, voir le site www.fundacionmir.org.

4. OISCA International (South India Chapter)

Spécial, 2007

Introduction

OISCA International a été créé en octobre 1961 au Japon et a établi une section en Inde du Sud en tant qu'organisation non gouvernementale enregistrée en 1985. Depuis lors, de nouvelles sections ont été créées et une série de demandes de création de sections émanant d'États différents sont en cours d'examen. À l'heure actuelle, l'organisation compte 66 sections avec plus de 4 000 membres.

Buts et objectifs de l'organisation

OISCA International contribue à un développement écologiquement durable de l'humanité grâce à une approche holistique qui souligne l'interdépendance de l'agriculture, de l'intégrité écologique et de l'esprit humain. Dans l'accomplissement de ses travaux, l'organisation exécute et préconise des programmes expérimentaux pratiques à l'intention des personnes de tout âge qui transmettent des connaissances et des compétences et cultivent des qualités

spirituelles telles que le dévouement, l'autonomie et l'esprit communautaire universel.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

D'après des estimations, l'organisation a planté, au cours des 25 dernières années, plus de 24 millions de jeunes arbres de différentes espèces dans toute l'Inde du Sud avec la participation de milliers d'étudiants.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a réussi à diffuser le message des Nations Unies dans l'ensemble de l'Inde du Sud, région qui compte près de 230 millions d'habitants, avec l'aide de ses membres, d'étudiants, d'enseignants et du grand public. En outre, elle a conduit des séminaires, des conférences nationales et internationales et des cours.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

OISCA International a pu envoyer 17 de ses membres au Sommet mondial sur le développement durable, tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) du 26 août au 4 septembre 2002. Trois de ses membres ont participé à la soixante et unième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales tenue à Paris du 3 au 5 septembre 2008.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

OISCA International a bénéficié du soutien du Programme alimentaire mondial pour l'exécution de projets d'approvisionnement en eau potable dans divers établissements éducationnels en Inde du Sud. L'organisation a également bénéficié du soutien de la Banque mondiale pour l'exécution de projets d'approvisionnement en eau potable et de création d'installations sanitaires dans des ménages ruraux de l'État du Kerala (Inde du Sud). La Banque mondiale lui apporte également, par le biais de la State AIDS Control Society, un soutien en ce qui concerne la prévention de la propagation du VIH parmi les toxicomanes qui s'injectent et les migrants.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Le programme d'afforestation pour enfants, projet phare de l'organisation, a commencé au moment de sa création il y a 25 ans, et bat son plein dans quelque 1 700 écoles en Inde du Sud. Environ un million de jeunes arbres sont plantés chaque année par le biais du programme, avec la participation de quelque 75 000 étudiants. À la suite de la conclusion d'un accord entre l'organisation et le Gouvernement de l'État du Karnataka, 200 écoles à Bangalore ont été choisies pour participer. L'organisation a coordonné toutes les activités et organisé divers programmes de sensibilisation à l'environnement.

Un programme triennal d'afforestation à Mysore, exécuté avec le soutien financier de la société Toshiba, a été achevé avec succès. Il a été exécuté dans 10 établissements éducationnels de JSS Mahavidyapeetha à Mysore. Plus de 6000 étudiants de ces établissements ont participé activement à ce projet. Le partenariat entre l'organisation et JSS Mahavidyapeetha a abouti à une conférence

internationale sur les changements climatiques et le développement durable tenue à Mysore.

La section de Nagarcoil a conclu un partenariat avec la Fondation Isha, groupe spirituel de l'État du Tamil Nadu, aux fins du reboisement d'une vaste superficie de terres non cultivables situées à proximité de l'Ayyappa College.

Dans le cadre du programme d'afforestation pour enfants, l'organisation a octroyé des bourses pour aider de jeunes filles très performantes dans leurs études. Le fonds d'affectation spéciale de l'organisation a dégagé des ressources suffisantes pour assurer le succès du programme, dans le cadre duquel une centaine de filles bénéficient chaque année de dons versés par différentes sections.

Informations additionnelles

OISCA International a accueilli deux manifestations importantes à l'occasion de la célébration de son vingt-cinquième anniversaire, l'une le 27 novembre 2010 et l'autre le 31 décembre 2010.

En reconnaissance des divers programmes de sécurité routière de l'organisation, le Gouvernement indien lui a fourni une ambulance et une grue pour aider des personnes victimes d'accidents routiers.

Un forum et une section féminins ont été créés en 1992 en vue d'assurer la participation des femmes à ses activités. Le forum participe activement aux travaux de l'organisation et organise des séminaires et des ateliers sur différentes questions intéressant les femmes. Il organise également des cours pendant les congés en matière d'artisanat, de fabrication de jouets, de peinture de tissus et de verre, et de conception d'ornements etc.

Divers programmes de formation à l'intention de différents groupes d'étudiants sont en cours à un centre de ressources situés dans le district de Waynanad.

5. Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference

Spécial, 1995

Introduction

Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference rassemble des enfants et des jeunes âgés de 5 à 24 ans de tous les milieux et nations en vue d'édifier un monde pacifique et juste. Ce sont les enfants et les jeunes qui gèrent l'organisation. Les décisions sont prises par consensus par des jeunes travaillant en collaboration avec une poignée d'adultes qui les soutiennent. Ce sont les jeunes qui agissent.

Buts et objectifs de l'organisation

En travaillant ensemble, les enfants de nombreux pays se rendent de compte qu'ils peuvent participer dans le monde dans lequel ils vivent, œuvrer en faveur de changements positifs et faire la différence. Les enfants travaillent par le biais d'un site Web (KidsMeetingKids.org), de congrès, de marches contre la violence, d'un réseau relatif aux droits de l'enfant, de réunions et d'ateliers consacrés à des questions relatives à la paix et aux droits de l'enfant.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Avec le développement du site Web, des enfants et des jeunes plus nombreux ont commencé à participer à l'organisation. À l'heure actuelle, on utilise plus largement des conférences vidéo et téléphoniques entre enfants de différent pays et milieux.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Depuis 1982, l'organisation informe continuellement des jeunes concernant l'Organisation des Nations Unies, ses objectifs ses travaux et ses réalisations. Toutes ses principales réunions et les congrès internationaux des enfants ont été tenus, soit dans le bâtiment de l'UNICEF, soit à l'Interchurch Center for the United Nations à New York.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Chaque fois que cela était possible, des enfants et des jeunes ont participé à des conférences de l'Organisation des Nations Unies, aux groupes de travail d'organisations non gouvernementales et à des réunions importantes sur les filles, l'éducation et les droits de l'enfant.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Perhaps Kids Meeting Kids Can Make a Difference a collaboré activement avec l'UNICEF, a participé à une étude sur les enfants et la violence, à l'élaboration du rapport de Graça Machel intitulé : « Impact des conflits armés sur les enfants » et à toutes les activités possibles concernant les enfants et la guerre.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation continue à soutenir la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement grâce à des blogs et d'autres formes de communication en ligne avec des enfants et des jeunes du monde entier. Les activités conduites au cours des années ont fermement soutenu l'éducation, la paix, la non-violence, l'égalité des droits et des soins appropriés pour tous les enfants et jeunes.

Informations additionnelles

L'organisation se félicite d'avoir la possibilité d'être liée aux bienfaits apportés aux enfants, aux jeunes et à toutes les personnes grâce aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

6. Médecins pour les droits de l'homme

Spécial, 1995

Introduction

Depuis 25 ans, l'organisation Médecins pour les droits de l'homme travaille dans plus de 40 pays pour mettre fin aux violations des droits de l'homme. De nos

jours, elle concentre son attention sur la torture, les atrocités massives, les viols commis pendant la guerre et la persécution du personnel sanitaire.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a aucun changement.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation a contribué au processus d'examen périodique universel du Haut-Commissariat aux droits de l'homme concernant le Myanmar et les États-Unis d'Amérique; a fourni des informations au Rapporteur spécial sur le droit à la santé, au Rapporteur spécial sur la torture et au Rapporteur spécial sur les exécutions sommaires ou arbitraires; et a présenté des informations sur les défenseurs des droits de l'homme. Elle a également informé des fonctionnaires de l'ONU (y compris le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat concernant les crises des droits de l'homme au Soudan et au Zimbabwe. En outre, elle a collaboré avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) sur des problèmes sanitaires concernant la main-d'œuvre. L'organisation a également mis au point un programme d'études type concernant la documentation médicale effective de la torture et des mauvais traitements, qui repose sur le Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul), dont l'organisation avait pris initiative.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En 2007, l'organisation a conduit une évaluation de quatre charniers, a participé à la formation du personnel de la police nationale afghane et de la Commission indépendante des droits de l'homme de l'Afghanistan, entre autres; elle a participé à une réunion-débat de l'ONU et a contribué à un rapport d'évaluation générale.

En 2008, l'organisation a établi un rapport d'évaluation sur l'élimination d'éléments de preuve au charnier de Dasht-e-Leili à l'intention de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, a soumis un rapport au Haut-Commissariat pour les réfugiés et a participé à des réunions avec les autorités afghanes.

En 2009, l'organisation a participé à des forums concernant les objectifs du Millénaire pour le développement sur la mortalité maternelle.

En 2010, l'organisation a conduit un stage de formation de cinq semaines à Kaboul à l'intention de 18 participants (de la police nationale afghane, de la Commission indépendante des droits de l'homme de l'Afghanistan, de la société civile, des services de médecine légale de l'Afghanistan et des archéologues) sur la documentation des charniers et l'ostéologie humaine de base.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En 2009, l'organisation a publié un rapport intitulé « Health in ruins : a man-made disaster in Zimbabwe » qui documente les violations extrêmes du droit à la santé. L'organisation a collaboré avec l'Union africaine et a envoyé des informations détaillées sur les entraves à l'accès à des soins de santé de qualité au Zimbabwe à des rapporteurs spéciaux et a demandé au Conseil de sécurité de saisir la Cour pénale internationale de la situation au Zimbabwe.

Entre 2006 et 2009, l'organisation a exécuté une série de projets concernant la mise en œuvre du Protocole d'Istanbul en Géorgie, au Mexique, au Maroc, au Sri Lanka, en Ouganda, en Équateur, en Égypte, au Kenya, aux Philippines et en Serbie, entre autres pays.

En 2009, l'organisation a publié un document sous le titre « Nowhere to turn: failure to protect, support and assure justice for Darfuri women » qui décrit l'ampleur et les conséquences durables du viol et des autres formes de violence sexuelle subis par les femmes qui ont fui le Darfour pour trouver refuge au Tchad, et qui formule des recommandations à l'intention du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur la manière de lutter contre les violences que les femmes de Darfour subissent dans les camps de réfugiés tchadiens. En 2010, l'organisation a publié un document intitulé « Stateless and starving: persecuted Rohingya flee Burma and starve in Bangladesh » qui appelle l'attention sur la violation des droits des minorités ethniques au Bangladesh qui se soldent par l'absence de soins de santé.

En 2010 et 2011, l'organisation a participé à des consultations avec le Représentant spécial du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans des conflits et a informé de nombreux membres de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) concernant la manière de faire justice aux victimes de viols. Des représentants de l'organisation ont participé à une table ronde de la Cour pénale internationale et d'organisations non gouvernementales tenue à la Haye, et à la Conférence d'examen de 10 ans du Statut de Rome et de la Cour pénale internationale tenue à Kampala. L'organisation a également mené des activités de proximité et a participé à des conférences et des réunions avec des experts d'ONUSIDA concernant les activités de l'organisation sur le VIH/sida et le renforcement des systèmes de santé.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2009, l'organisation a publié le document intitulé « Perilous medicine: the legacy of oppression and conflict on health in Kosovo » dans lequel elle procède à une analyse constructive des efforts en faveur de la réalisation du droit aux normes les plus élevées en matière de santé, conformément à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. En 2010, l'organisation a convoqué 24 dirigeants pour un sommet de deux jours sur le VIH/sida et le droit à la santé, à l'occasion duquel le Rapporteur spécial sur le droit à la santé a présenté l'exposé liminaire. Elle a également conduit des activités de proximité et de sensibilisation avec des représentants des objectifs du Millénaire pour le développement à l'occasion de réunions consacrées à la santé, en particulier la mortalité maternelle et le VIH/sida.

7. Planned Parenthood Federation of America

Spécial, 1999

Introduction

Depuis plus de 90 ans, la Planned Parenthood Federation of America milite en faveur d'une approche à la santé et au bien-être des femmes basée sur le bon sens et le respect du droit de chaque personne à prendre en toute indépendance et en connaissance de cause les décisions en matière de santé, de sexualité et de planification familiale. La fédération diffuse des informations vitales en matière de santé procréative et d'éducation sexuelle à des millions de femmes et d'hommes et d'adolescents dans le monde entier. Depuis 40 ans, par le biais de son programme international, elle travaille à l'étranger pour garantir que des femmes, des hommes et d'adolescents dans certaines des zones les plus négligées du monde aient accès aux soins de santé dont ils ont besoin pour maîtriser leur corps et leur avenir. Elle collabore avec des partenaires au Costa Rica, en Équateur, en Éthiopie, au Guatemala, au Kenya, au Nicaragua, au Nigéria, au Pérou et au Soudan, et a des bureaux à Nairobi, Abuja, Guatemala City et Khartoum, ainsi qu'à Miami, New York et Washington aux États-Unis.

Buts et objectifs de l'organisation

La fédération vise à :

- a) Comblent les lacunes en matière de santé procréative, entre autre en matière de planification familiale (objectif 5 des objectifs du Millénaire pour le développement, cibles 5 b) et 6;
- b) Engager les prestataires de services en matière de protection des droits et de promotion de l'accès universel aux services d'hygiène sexuelle et de santé procréative;
- c) Appuyer les mouvements locaux qui militent en faveur de la santé procréative et des droits y relatifs.

Le programme international de la fédération soutient des initiatives nationales destinées à mettre en place des systèmes durables pour la fourniture de services de santé procréative de qualité. Investissant dans des modèles novateurs à cet égard, elle exécute des projets pilotes qui répondent aux besoins des communautés marginalisées et peuvent servir de base pour l'expansion des services en vue de parvenir à un accès universel. Ses récents succès incluent l'adoption d'un projet de loi concernant la maternité sans risques au Guatemala, une nouvelle constitution au Kenya qui améliore sensiblement la situation juridique des femmes dans la société et promet l'accès aux soins de santé, et l'amélioration du climat politique au Pérou. Pour engager la plus large génération de jeunes que le monde ait jamais vue et pour assurer sa santé et son bien-être, la fédération soutient le développement de jeunes dirigeants en tant qu'éducateurs et militants. Elle soutient également des partenaires en apportant une assistance financière et technique à des mécanismes internationaux, y compris le système interaméricain, aux fins de la protection des droits de l'homme. Son personnel s'emploie à améliorer la capacité de ses partenaires à utiliser les mécanismes internationaux qui protègent les droits de l'homme en tant que moyen de promouvoir l'hygiène sexuelle, la santé procréative et les droits y relatifs.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La fédération soutient des partenaires nationaux dans la présentation de rapports parallèles aux organes de l'ONU qui traitent du droit à la santé et d'autres droits connexes. Le plus récemment, elle a aidé à présenter un rapport parallèle sur le Guatemala (juillet 2010 au Comité des droits de l'homme), sur le Pérou (2011, au Conseil économique et social) et sur le Costa Rica (2011, à la Commission des droits de l'enfant et au Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes). Dans tous les pays où la fédération travaille, son personnel apporte une assistance technique aux partenaires en organisant des ateliers sur la manière dont la société civile peut collaborer avec les organes des Nations Unies et contribuer à leurs travaux; son personnel fournit également une assistance technique en ce qui concerne l'élaboration et la présentation de rapports parallèles. Plus récemment, son personnel a collaboré avec des rapporteurs spéciaux des Nations Unies, entre autres dans le cadre d'une consultation de la société civile pour l'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes hispanophones, organisée par le Rapporteur spécial sur le droit à la santé à Guatemala City en mars 2010. La consultation a donné à la société civile de la région l'occasion d'examiner des questions cruciales concernant le respect, la protection, la promotion et la garantie du droit à la santé. Le personnel de la fédération communique avec le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur le droit à la santé en leur fournissant des informations sur des situations spécifiques dans les pays et communautés où elle travaille. Le fonctionnaire principal de la fédération chargée du programme de sensibilisation a également fourni des informations, sur sa demande, au Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences. La fédération a invité le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, le Rapporteur spécial sur le droit à la santé et le Rapporteur spécial sur le droit à l'éducation à participer à son deuxième congrès juridique sur l'hygiène sexuelle, la santé procréative et les droits y relatifs, tenu au Costa Rica pendant le deuxième semestre de 2011 (le premier congrès juridique en lieu au Pérou en 2009).

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le personnel de la fédération a élaboré des outils et a dirigé des réunions de formation à l'intention de membres de la société civile du monde entier qui participaient pour la première fois aux sessions de la Commission sur la population et le développement. En outre, il a posé des questions à l'occasion de réunions-débats et manifestations organisées par la Mission permanente des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies. En collaboration avec l'institut Guttmacher, la fédération a organisé des réunions parallèles sur l'utilisation de la recherche dans la promotion de l'hygiène sexuelle, de la santé procréative et des droits connexes, qui ont compté sur la participation de membres de la société civile et de représentants des organismes des Nations Unies et de missions permanentes. Elle vise à faire participer des partenaires plus nombreux aux réunions internationales et régionales pertinentes tenues à New York et à Genève et à présenter des déclarations écrites et orales plus nombreuses à l'occasion de ces manifestations.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Au niveau des pays, la fédération collabore avec des organismes des Nations Unies, en particulier le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), pour les aider à réaliser leurs objectifs en planifiant et en appuyant des projets novateurs et durables en matière d'éducation et de services. Elle collabore avec le FNUAP en Éthiopie, au Nigéria et au Soudan aux fins de la fourniture régulière de contraceptifs de qualité. Avec le soutien du FNUAP, elle a pu approvisionner des fournisseurs privés et à but non lucratif (infirmières, sages-femmes et médecins) qui ont achevé ses stages de formation sur les méthodes de contraception à action prolongée. Elle espère élargir sa collaboration avec le FNUAP, l'UNICEF et ONUSIDA dans le domaine des projets d'hygiène sexuelle et de santé procréative pour adolescents.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

La fédération collabore avec des partenaires en vue de réduire la mortalité maternelle (objectif 5 du Millénaire) grâce à la réduction de l'incidence des avortements à risque et des grossesses d'adolescentes en améliorant l'accès des jeunes aux contraceptifs. Comme cela a été expliqué ci-devant, elle conduit des activités de sensibilisation par le biais du système des Nations Unies et, en parallèle, elle soutient la fourniture de services en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Ses informations et ses services parviennent à environ un million de femmes, d'hommes et d'adolescents chaque année. Ses programmes de santé mettent l'accent sur le renforcement des organisations partenaires aux fins de l'élaboration de programmes durables qui offrent toute la gamme des services et produits de santé procréative, y compris des contraceptifs, des soins après l'avortement et des avortements sans risque, grâce à des investissements et une assistance technique stratégiques; la collaboration avec des partenaires locaux non traditionnels, tels que les groupes environnementaux et religieux, aux fins de l'incorporation de l'hygiène sexuelle et de la santé procréative dans leurs programmes; la formation de prestataires de services qui offrent des services d'éducation personnelle sur des questions allant de l'hygiène sexuelle et de la santé procréative à la fourniture de contraceptifs, en vue d'élargir l'accès aux services, de mettre des filles éthiopiennes à même de persévérer dans leurs études grâce à la création de clubs de filles animés par des enseignants qui sont formés à l'examen des questions relatives à l'hygiène sexuelle et la santé procréative et à dispenser au besoins des contraceptifs d'urgence; et d'élargir les choix à la disposition des femmes en matière de contraception en incluant des méthodes de contraception à action prolongée. La fédération se trouve également à l'avant-garde en ce qui concerne la prévention du VIH/sida et l'intégration des services de santé procréative. Dans l'ensemble, ses partenaires ont rencontré plus de 253 000 personnes, dont près de 20 000 adolescents. Elle a initié plus de 80 000 clients à la contraception, en plus des près de 55 000 personnes déjà servies précédemment. Grâce à des programmes de distribution locale, plus de 212 000 personnes additionnelles ont eu accès à la contraception.

8. RICS Foundation

Spécial, 2003

Introduction

Travaillant dans l'intérêt général, la RICS Foundation est une organisation indépendante, créée par charte royale en 1881, qui a pour principe directeur « de préserver et de promouvoir l'utilité de la profession dans l'intérêt général ». La fondation établit et applique les normes de compétences et d'intégrité les plus élevées parmi ses 100 000 membres qualifiés et parmi plus de 50 000 étudiants et stagiaires dans 140 pays, elle fournit des conseils impartiaux qui font autorité sur des problèmes clés qui se posent aux entreprises, aux sociétés et aux gouvernements dans le monde entier. La durabilité est le principe fondamental qui soutient les activités du Royal Institute of Chartered Surveyors.

Buts et objectifs de l'organisation

La RICS Foundation, dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social depuis 2003, est financée entièrement par le Royal Institute of Chartered Surveyors. Elle a pour mission de fournir et d'encourager des réflexions progressistes sur les questions clés qui gouvernent l'environnement bâti et naturel, l'objectif consistant à promouvoir l'élaboration de solutions et de politiques pratiques qui profitent à la société. Le principal domaine d'intérêt et d'activités de la fondation a été de soutenir et de promouvoir des recherches en matière de viabilité et d'environnement, en examinant les moyens de permettre d'aborder le développement, la gestion et la gouvernance des zones urbaines de manière à promouvoir et à renforcer la notion du développement durable. Cela est conforme au septième des objectifs du Millénaire pour le développement.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Les fonctions administratives ont été transférées au département de la recherche du Royal Institute of Chartered Surveyors, les décisions concernant l'allocation de fonds étant prises par les directeurs, seuls chargés de ces décisions. Plusieurs membres du conseil d'administration de la fondation sont également membres du conseil d'administration du Fonds de l'éducation du Royal Institute of Chartered Surveyors.

Contributions aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Des informations sur les activités du Royal Institute of Chartered Surveyors en faveur de la viabilité environnementale sont accessibles sur le site Web www.rics.org/sustainability. Les principales contributions de la fondation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies résident dans la signature du Pacte mondial des Nations Unies et du communiqué de Cancun.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La fondation a assisté à une réunion de consultation avec le secteur privé de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) tenue en janvier 2010, et à la cinquième session du Forum urbain mondial du Programme des

Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 22 aux 26 mars 2010.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La fondation joue un rôle clef dans le Dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophes et soutient un recours plus large aux compétences des géomètres et des autres professionnels de l'environnement bâti. S'agissant des activités de sensibilisation et de la collaboration avec les Nations Unies, la fondation a collaboré avec ONU-Habitat en sa qualité de membre du Global Land Tool Network et pourrait collaborer avec le Groupe consultatif sur le marché immobilier de la Commission économique pour l'Europe. Elle examine également la possibilité d'établir une relation avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (concernant un programme sur l'impact des climats sur l'environnement urbain) et avec la Banque mondiale. En outre, elle a soumis un projet de rapport sur l'évaluation des terres tribales à ONU-Habitat qui est en train d'être examiné par ce dernier, la FAO et la Banque mondiale, entre autres.

Initiatives prises par organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

En 2007, la fondation a organisé un colloque sur la conception virtuelle en collaboration avec l'université de Salford (Royaume-Uni). En 2008, elle a publié un livre intitulé : *Virtual Futures for Design, Construction and Procurement*. Elle a financé un atelier sur des initiatives relatives à l'avenir de l'environnement bâti accueilli par le Dublin Institute of Technology, la Futures Academy, l'Urban Land Institute et la société King Sturge. Elle a également apporté un soutien financier pour un atelier sur la gestion des catastrophes organisé en février 2008 à l'intention des parties prenantes dans le cadre de la conférence internationale sur l'éducation et la recherche en matière de construction, tenue au Sri Lanka du 11 aux 14 février 2008. La fondation a fourni des fonds à l'université de Kingston aux fins de l'étude de la viabilité des marchés de l'immobilier grâce à une évaluation quantitative des approches, méthodes et conclusions émanant de différentes disciplines (économiques, environnementales et commerciales). L'étude a abouti à la publication, en 2010, d'un rapport intitulé « *Is sustainability reflected in commercial property prices?: an analysis of the evidence base* ». En 2009, l'université de Salford a publié, avec le soutien financier du Royal Institute of Chartered Surveyors, un protocole et un guide consultatif. À l'occasion d'un colloque de deux jours financé par la fondation et les universités d'Aberdeen, de Cambridge, de Reading et d'Ulster, des exposés ont été présentés par des universitaires de renom international et des discussions ont eu lieu sur les hypothèques et la saisie d'hypothèque, les prix de l'immobilier, l'immobilier commercial, la finance, la fiscalité et l'agglomération. Un colloque de deux jours sur la réforme foncière et le droit des pauvres urbains au logement (en tant que propriétaires et locataires) a eu lieu à l'université d'Ardhi (République unie de Tanzanie) en 2010, financé par la fondation. Le colloque a réuni des praticiens et des universitaires du Kenya, du Rwanda, de l'Ouganda et de la République unie de Tanzanie aux fins du partage de l'expérience en ce qui concerne la mise à disposition de terres urbaines et leur utilisation efficace pour le logement des personnes à faible revenu. Un colloque international d'un jour sur les problèmes posés par l'économie du logement, tenu à l'université de Cambridge en

2010, a été organisé par le centre de l'université pour la planification et la recherche en matière de logement et financé par la fondation.

9. Safari Club International Foundation

Spécial, 2007

Introduction

La Safari Club International Foundation a son siège à Tucson dans l'Arizona (États-Unis d'Amérique) et des bureaux à Washington, à Johannesburg (Afrique du Sud) et dans l'Ontario (Canada). L'organisation finance et gère dans le monde entier des programmes de conservation de la faune sauvage. Elle s'emploie à mettre au point des programmes de gestion de la faune sauvage basés sur la science en incorporant la recherche scientifique dans les politiques relatives à la faune sauvage et dans sa gestion.

Buts et principes de l'organisation

La fondation est une organisation charitable qui finance et gère dans le monde entier des programmes consacrés à la conservation de la faune sauvage, à l'éducation en plein air et à des services humanitaires. Affiliée à Safari Club International, elle a été établie en 1972 en tant que moyen d'utiliser des contributions charitables exemptes d'impôt conformément au code fiscal des États-Unis pour financer des programmes de conservation, d'éducation et de services humanitaires. Tout en constituant une fondation séparée, elle reçoit, pour l'accomplissement de sa mission, une assistance de Safari Club International, de ses membres et de ses sections.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

La fondation a apporté des modifications à ses statuts en vue d'élargir la composition de son conseil d'administration, permettant ainsi à des parties intéressées plus nombreuses de participer à la réalisation de ses objectifs et de sa mission.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Tous les programmes de conservation de la fondation encouragent l'utilisation durable des ressources et le développement d'une recherche sur la faune sauvage basée sur la science. Elle aide les gouvernements à accroître leurs capacités scientifiques en matière de gestion de la faune sauvage en vue d'assurer la viabilité environnementale. Ses recherches, politiques et programmes de gestion mettent l'accent sur les espèces suivantes : les lions et léopards africains, les markhors, les moutons argali, les chèvres de montagne, les ours bruns, les loups, les coyotes, les lynx, les pumas, les aigles et une grande variété de cervidés. La fondation soutient la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction pour assurer la viabilité du commerce des espèces énumérées. Le secrétariat de la Convention est assuré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La fondation a assisté aux réunions suivantes concernant la Convention : à la quinzième session de la Conférence des parties tenue à Doha du 13 aux 25 mars 2010; aux vingt-troisième et vingt-quatrième réunions du comité des animaux du secrétariat de la Convention, tenues à Genève en 2008 et 2009; aux cinquante-septième et cinquante-huitième réunions du comité permanent tenues à Genève en 2008 et 2009; et à la 60e réunion du comité permanent tenue à Doha en 2010.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La fondation n'a pas conduit d'activités de coopération avec des organismes des Nations Unies; en revanche, elle a concentré son attention sur des recherches étendues concernant la conservation de la faune sauvage en collaboration avec des universités et des autorités locales en Afrique, en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Elle a également consacré des ressources importantes à la fourniture de services de consultations et d'experts concernant la Convention.

Initiatives prises par organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

La fondation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en :

- a) Finançant des enquêtes nationales sur les lions et en aidant à élaborer des plans de gestion nationaux des lions au Malawi, au Mozambique et en République unie de Tanzanie (2008-2010);
- b) Finançant des stratégies d'atténuation des conflits entre humains et faune sauvage, des ateliers multipartites consacrés aux règlements de tels conflits et à l'établissement d'une trousse d'outils destinés à permettre aux communautés rurales d'identifier et de régler des problèmes posés par de tels conflits en Afrique australe (2007-2010);
- c) Participant au groupe de travail de la Convention sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (objectif 1);
- d) Installant des systèmes d'épuration et de distribution de l'eau ruraux locaux au Kenya (2008-2009) (objectif 1);
- e) Encourageant la conservation internationale par le biais de l'American Wilderness Leadership School et du Musée internationale de la faune sauvage aux États-Unis, et en appuyant la création d'un musée international de la faune sauvage à Porto Rico (objectif 2);
- f) En créant des partenariats internationaux avec des gouvernements de l'Afrique australe et des associations de chasseurs professionnels pour promouvoir la chasse de trophées en tant que moyen de développement économique et de conservation dans les communautés rurales (objectif 8).

10. La Fondation turque pour les études économiques et sociales

Spécial, 2003

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contributions de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation turque pour les études économiques et sociales a exécuté un projet soutenu par le Fonds des Nations Unies pour la démocratie qui vise à accroître la capacité des organisations non gouvernementales locales à surveiller les dépenses sociales des autorités locales. Les autorités de cinq villes pilotes ont bénéficié de cinq stages de formation sur le budget social, son utilisation et les modalités de sa surveillance par la société civile. Le projet met également l'accent sur une budgétisation sensible à l'égalité des sexes, l'objectif consistant à informer les organisations non gouvernementales féminines quant à la manière d'exercer des pressions sur les autorités locales afin qu'elles adoptent de politiques sensibles à l'égalité des sexes. Cinq organisations des villes pilotes ont bénéficié de trois stages de formation sur la budgétisation sensible à l'égalité des sexes. Trois ateliers et une conférence nationale ont été organisés durant l'exécution du projet.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La Fondation n'a pas participé à des réunions de l'Organisation des Nations Unies.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

La fondation n'a pas collaboré avec des organismes des Nations Unies.

11. Union of British Columbia Indian Chiefs

Spécial, 2003

Introduction

L'Union of British Columbia Indian Chiefs représente des communautés autochtones en Colombie Britannique (Canada). Elle est dirigée collectivement par les nations autochtones qui habitent le territoire en vue d'appuyer les autorités autochtones dans l'exercice de leurs droits et responsabilités concernant la souveraineté et le développement politiques, sociaux, économiques, culturels et spirituels.

Buts et objectifs de l'organisation

L'Union a pour but d'œuvrer en faveur de la mise en œuvre, de la reconnaissance et de la protection des droits, des territoires, des lois et de la juridiction autochtones, et de défendre les principes et normes énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Le nombre des communautés autochtones membres est passé de 80 à 103, ce qui exerce des pressions accrues sur le personnel et les ressources. Les ressources financières globales ont baissé à mesure que des organisations à but non lucratif plus nombreuses se font la concurrence pour des ressources de plus en plus rares. Les mandats de l'organisation sont définis dans ses résolutions, qui orientent ses travaux. Ces résolutions se réfèrent aux sections et principes pertinents de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les soutiennent.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'Union a soutenu activement la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, entre autres en collaborant avec d'autres nations autochtones et organisations non gouvernementales dans la publication de communiqués de presse, de bulletins d'information et de lettres ouvertes qui condamnent le refus du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de la Fédération de Russie de signer la Déclaration. Elle a rédigé des documents et organisé des campagnes, des grèves de la faim et des marches pour soutenir le bien-être des familles et communautés autochtones, éliminer la discrimination raciale et protéger les femmes autochtones marginalisées, portées disparues et assassinées, et pour condamner des attaques du Gouvernement chilien contre les Rapa Nui désarmés, ainsi que pour lutter contre les effets des changements climatiques.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

En 2010, l'organisation a soumis une déclaration conjointe à la neuvième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, qui demande instamment au Canada de souscrire à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et une déclaration conjointe concernant l'incidence du projet de protocole révisé à la Convention sur la diversité biologique relatif à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En 2009, elle a participé au sommet mondial des peuples autochtones sur les changements climatiques et a appuyé la déclaration d'Anchorage; elle a présenté un exposé de position et un plan d'action à l'appui de la réduction des émissions mondiales de carbone et du développement de ressources énergétiques non polluantes à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Copenhague. Elle a également présenté, à la huitième session de l'Instance permanente, un document qui exige la mise en œuvre de la déclaration. En 2008, elle a présenté un document sur les changements climatiques à la septième session de l'Instance permanente. En 2007, elle a présenté un document conjoint en réponse au rapport soumis par le Canada au Comité sur l'élimination de la discrimination raciale. En 2007, elle a présenté des déclarations conjointes aux quatrième et cinquième sessions du Conseil des droits de l'homme. De même, en 2007, elle a

participé à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Bali (Indonésie), et y a présenté un document sur la crise des conifères en Colombie Britannique.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

En 2008, l'organisation a accueilli un colloque sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. En 2007, elle a présenté une déclaration commune en réponse au rapport présenté par le Canada au Comité sur l'élimination de la discrimination raciale et a accueilli, en collaboration avec la British Columbia Assembly of First Nations and le First Nations Summit, trois forums pour enfants sur la santé et le bien-être des communautés autochtones. En 2010, elle a participé à un jeûne de 29 heures à l'appui de la protestation du conseil tribal des Musgamagw Tsawataineuk contre des exploitations piscicoles norvégiennes.

Initiatives prises par organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené des activités suivantes :

- a) Elle a fait du lobbying en faveur de l'approvisionnement en eau potable des réserves et s'est associée à la British Columbia Health Association pour lutter contre la pauvreté des autochtones;
- b) Elle a appuyé les efforts en faveur de l'élargissement de la juridiction des First Nations en matière d'éducation;
- c) Elle a élaboré un plan d'action concernant le projet de loi C-31 et a constitué un groupe de travail chargé de lutter contre des lois discriminatoires qui refusent aux femmes et aux enfants autochtones l'accès aux droits et aux services; elle a planifié une marche de 1 500 kilomètres à l'appui des femmes autochtones marginalisées, portées disparues et assassinées;
- d) Elle a appuyé la constitution du conseil intérimaire pour le bien-être des femmes et des familles à l'appui de la fourniture de services équitables aux enfants et aux femmes autochtones en Colombie Britannique;
- e) Elle a participé au programme canadien de nutrition prénatale, qui met l'accent sur les besoins nutritionnels périnataux des femmes marginalisées;
- f) Elle a appuyé la formation des travailleurs locaux en matière de prévention des maladies chroniques et de sensibilisation et de prévention concernant le VIH/sida pour les peuples autochtones dans les réserves;
- g) Elle a fait du lobbying contre les exploitations piscicoles et a appuyé le comité spécial sur l'aquaculture durable en Colombie Britannique, et elle a contribué à l'élaboration du premier plan d'action concernant l'énergie en 2007 et au First Nations Energy and Mining Council;
- h) Elle a apporté un soutien politique et technique à l'exercice du droit inhérent des communautés au commerce des produits de leurs terres, et a soutenu la publication et la distribution gratuite aux nations autochtones d'un guide concernant la collecte de données pour les enquêtes sur l'utilisation et l'occupation des sols.

Informations additionnelles

À l'appui des principes mondiaux, l'organisation a participé, en collaboration avec la British Columbia All Chiefs' Task Force, à une campagne de sensibilisation coordonnée aux droits de l'homme à l'occasion des Jeux olympiques et paralympiques tenus à Vancouver (Canada).

12. United Nations Association of San Diego

Spécial, 1999

Introduction

Il n'y a pas eu de changements.

Buts et objectifs de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

L'association a soutenu les travaux de l'Organisation des Nations Unies par le biais de ses programmes d'éducation et de sensibilisation conduits dans la communauté de San Diego à l'occasion de la célébration annuelle de la Journée des Nations Unies (2007-2010); grâce à des programmes d'éducation à l'intention des élèves de cinquième année qui mettent l'accent sur l'UNICEF et les besoins des enfants, conduits entre deux et quatre fois par semaine, quatre semaines par année, qui atteignent quelque 4 200 enfants par an (2007-2010); des journées de formation annuelle concernant l'ONU mise en scène à l'intention des élèves des premier et deuxième cycles de l'enseignement secondaire et des étudiants universitaires (2007, 2008 et 2010); par le biais du fonds de bourses Annette I. Baughman de 10 000 dollars utilisé chaque année pour décerner des bourses à des diplômés de l'école secondaire sur le point d'entrer à l'université qui ont participé à des activités relatives à l'ONU mise en scène; grâce à des réunions avec des membres du Congrès des États-Unis, à la fois sur place et à Washington, pour encourager le financement intégral de l'ONU, la ratification par les États-Unis de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, pour soutenir les objectifs du Millénaire pour le développement et la participation des États-Unis à la Cour pénale internationale et au Conseil des droits de l'homme (2008-2010); par des exposés présentés régulièrement à l'occasion de réunions d'organisations locales (2007-2010); par l'organisation de la Semaine du climat à San Diego 2009, coïncidant avec l'ouverture de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale de l'ONU pour demander la conclusion d'un marché à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue en décembre à Copenhague; par la participation à la célébration annuelle de la Journée de la Terre en expliquant les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de l'environnement (2007-2010); par la célébration conjointe de la Journée internationale des femmes (2007-2010); par la participation à une marche destinée à

marquer la Journée mondiale de la santé (2009); et la participation à 16 journées d'action à l'appui de la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » (2007-2010).

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Des représentants de l'association ont assisté aux sessions de la Commission de la condition de la femme et se sont entretenus avec des représentants des gouvernements sur les questions thématiques examinées à chaque session (2007-2010).

Coopération avec des organismes des Nations Unies

L'association a participé aux travaux du Conseil économique et social, à la Commission de la condition de la femme et de l'UNESCO.

Initiatives prises par l'organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

L'association a créé une campagne sur les objectifs du Millénaire pour le développement, entre autres par une affiche et huit cartes postales dont chacune reflète l'un des objectifs; elle a présenté des exposés sur les objectifs et a obtenu des réunions avec des représentants du Congrès pour les engager à appuyer les objectifs. Le soutien apporté à la réalisation des objectifs est inclus dans les éléments énumérés ci-devant sous le titre « Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies ».

13. United Religions Initiative

Spécial, 2007

Introduction

United Religions Initiative est un réseau mondial reconnu sur le plan international qui œuvre en faveur de la confiance et de la coopération interconfessionnels à la base dans l'intérêt de la paix et du changement social. Par le biais de plus de 500 organisations membres ayant des racines locales et financées de manière autonome – appelés « cercles de coopération » – un demi-million de personnes appartenant à des confessions diverses de toutes les régions du monde travaillent ensemble en vue d'améliorer la situation de leur communauté, par exemple grâce à la médiation dans des conflits d'origine religieuse, la construction d'écoles, d'orphelinats et de dispensaires et la lutte contre le réchauffement de la planète. L'initiative relie les cercles de coopération par le biais de huit pôles régionaux.

Buts et objectifs de l'organisation

L'organisation a pour but de promouvoir une coopération interconfessionnelle quotidienne durable, de mettre fin à la violence d'origine religieuse et d'instaurer une culture de paix, la justice et de guérison de la terre et tous les êtres vivants. Elle vise à aider les gens à surmonter les divisions, à s'organiser à l'échelle locale, régionale et mondiale à travers les divisions religieuses et culturelles et à s'engager dans l'action sociale coopérative en vue de renforcer leurs communautés partagées.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

Il n'y a pas eu de changements importants.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

Le dialogue interconfessionnel, les forums éducationnels et les projets de services se trouvent au cœur des travaux de l'organisation. Par des activités allant de l'enseignement des techniques de gestion non violentes des conflits au Moyen-Orient à la formation d'équipes de pacificateurs du Bangladesh, de l'Éthiopie, de l'Inde, des Philippines, du Sri Lanka, de l'Ouganda et des États-Unis par le biais de son académie de paix mobile, l'organisation s'emploie à instaurer une culture de paix par l'exemple et l'éducation. L'académie mobile de paix était présente au marché des idées du troisième forum de l'Alliance des civilisations des Nations Unies, tenu à Rio de Janeiro (Brésil), du 27 aux 29 mai 2010. La Journée des Nations Unies la plus largement observée est la Journée internationale de la paix (21 septembre). Entre 2004 et 2010, l'organisation était un coauteur de l'observation de la Journée internationale de la paix par des étudiants au siège de l'ONU, en aidant à planifier le programme et en invitant des jeunes à cette manifestation internationale organisée par le Département de l'information. En 2009, elle a participé au programme du Département du compte à rebours de 100 jours à la Journée internationale de la paix. Des associations locales de l'organisation observent également la Journée des droits de l'homme, la Journée internationale des femmes, la Journée mondiale de l'environnement, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Journée internationale de la jeunesse, la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté et la Journée des Nations Unies, entre autres. L'Initiative a organisé dans le monde entier des manifestations et des projets pour marquer la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde. L'Année internationale de la réconciliation (2009) et l'Année internationale de la jeunesse (2010) ont fourni le thème pour de nombreux ateliers. Des représentants de l'organisation auprès de l'ONU ont joué un rôle de premier plan dans la promotion de Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle, peu avant sa proclamation par l'Assemblée générale en 2010. L'organisation a développé une carte-outil destinée à promouvoir la manifestation et a suscité des idées pour des activités. L'organisation a été honorée quand son représentant principal et son suppléant ont reçu le prix de l'Esprit des Nations Unies décerné par le Comité d'ONG sur la spiritualité, les valeurs et les préoccupations mondiales en octobre 2009.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

L'organisation se consacre à la promotion du dialogue et de la compréhension interconfessionnels, ainsi que de la coopération interconfessionnelle en faveur du changement positif. Elle a collaboré avec des États Membres et des organismes des Nations Unies sur des conférences qui ont abouti à la formation d'un forum tripartite présidé par la Mission des Philippines et comprenant des États Membres. Elle a assisté à la réunion de haut niveau l'Assemblée générale sur le dialogue interconfessionnel tenue les 12 et 13 novembre 2008. Elle a également participé à des manifestations spéciales comme la Journée de commémoration des victimes du génocide au Rwanda, observée le 7 avril de chaque année, et à des manifestations et réunions d'information régulières organisées par le Département de l'information.

En outre, l'organisation a assisté de la cinquante et unième à la cinquante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme (2007-2010), en coparrainant des manifestations parallèles aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions; de la quinzième à la dix-huitième session de la Commission du développement durable (2007-2010), en coparrainant des manifestations parallèles aux dix-septième et dix-huitième sessions. En 2009, pour l'Année internationale de la réconciliation, l'organisation a parrainé de nombreux programmes à l'ONU et auprès des organismes des Nations Unies. La manifestation parallèle tenue le 4 mai à la dix-septième session de la Commission du développement durable portait sur la réconciliation en tant qu'élément clef de la durabilité. Une manifestation spéciale sur la réconciliation mettant en vedette Naomi Tutu un lieu à l'UNICEF le 25 mai. L'organisation a assisté à la soixante-troisième Conférence du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Melbourne (Australie) du 30 août au 1er septembre, et aux sessions de 2009 et de 2010 de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Entre 2007 et 2010, l'organisation a eu des contacts réguliers avec l'UNESCO, les départements de l'information et des affaires économiques et sociales du Secrétariat par le biais des programmes de la Journée internationale de la paix, de l'Année internationale de la réconciliation et du forum tripartite. En tant que membre du Partenariat interconfessionnel pour l'environnement, l'organisation collabore depuis de nombreuses années avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ses directeurs régionaux en Asie du Sud-Est, en Argentine et en Éthiopie collaborent avec les bureaux régionaux de l'ONU et avec l'Union africaine.

Initiatives prises par organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

Les exemples suivants sont tirés d'une liste étendue d'initiatives locales prises par les 514 cercles de coopération de l'organisation. À l'appui de l'objectif 1, le cercle de coopération du conseil interconfessionnel de San Francisco a tenu une conférence interconfessionnelle sur la pauvreté mondiale les 20 et 21 avril 2010; en Jordanie, trois cercles de coopération ont distribué des vivres et des fournitures scolaires à des familles et orphelins pauvres vivant à Mafraq; et au Malawi, l'association Community Youth in Development Activities a appuyé l'agriculture grâce à la construction de silos de céréales et de puits de faible profondeur pour 60 communautés. À l'appui de l'objectif 2, le cercle de coopération de la Twekolere Women's Development Association en Ouganda a créé une école primaire communautaire autonome pour des enfants rendus orphelins par le sida. Dans la vallée de Swat au Pakistan, le cercle de coopération de Toba Tek Singh a encouragé l'éducation des filles et organisé des programmes pour des enfants qui ont abandonné l'école. À l'appui de l'objectif 3, le cercle de coopération du Trust Interfaith Network, basé en Israël, a organisé des manifestations destinées à rapprocher des Israéliennes et des Palestiniennes. À l'appui de l'objectif 4, une coalition de cercles de coopération en Inde occidentale a collaboré aux fins de la lutte contre l'infanticide; en Ouganda, le cercle de coopération de l'Acholi Religious Leaders Peace Initiative a attiré l'attention des médias internationaux sur la nécessité de mettre fin à l'enlèvement d'enfants ou à l'offre d'enfants à des

soldats comme épouses. À l'appui de l'objectif 6, en Ouganda oriental, des cercles de coopération ont lancé une campagne d'hygiène de base et d'éradication de la chique, en traitant plus de 500 patients et en fournissant des trousseaux de santé. Des cercles de coopération au Malawi sont engagés dans la prévention du VIH/sida. À l'appui de l'objectif 7, en Éthiopie et en Ouganda, des cercles de coopération ont planté des milliers d'arbres dans le cadre de la campagne du milliard d'arbres du Programme mondial de l'environnement pour lutter contre la désertification. Par le truchement du cercle de coopération de California Interfaith Power and Light, 500 congrégations des États-Unis ont conjugué leurs efforts sur des initiatives destinées à arrêter le réchauffement de la planète. Le « satellite environnemental » de la United Interfaith Initiative a lancé un programme de don de semences en 2010 pour soutenir de tels projets exécutés par des cercles de coopération. À l'appui de l'objectif 8, l'organisation s'est employée à conjuguer les efforts de personnes de 78 pays et de la quasi-totalité des confessions pour des activités en faveur de la paix, du développement et de la cohésion sociale.

Informations additionnelles

La formation des jeunes dirigeants constitue une composante essentielle des travaux de l'organisation. Son programme y relatif établit des liens entre des jeunes dirigeants provenant de milieux religieux et culturels divers du monde aux fins de l'apprentissage de compétences nouvelles et de pratiques optimales pour l'action locale et pour leur fusion en un mouvement mondial de jeunesse travaillant pour un changement social positif. Plus de 500 jeunes dirigeants de 69 pays font partie du réseau mondial de la jeunesse.

14. Fédération mondiale des sourds

Spécial, 1959

Introduction

La Fédération mondiale des sourds est une organisation faitière qui fournit des services de soutien et de sensibilisation aux associations nationales des sourds. À l'heure actuelle, 131 de telles associations sont affiliées à la Fédération, dont la plupart situées dans des pays en développement. En 1959, la Fédération a obtenu le statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. En outre, elle est représentée auprès de l'UNESCO, de l'Organisation internationale du travail et de l'Organisation mondiale de la santé. Elle est également dotée du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe.

Buts et principes de l'organisation

La Fédération milite en faveur d'une société qui reconnaît les droits humains et linguistiques égaux des sourds, en particulier les droits énoncés dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et reconnus par les lois, politiques et pratiques de tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies. Elle met l'accent en particulier sur l'amélioration du statut des langues des signes. La promotion des droits a lieu en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes qui y sont associés, les organisations nationales des sourds et d'autres partenaires, tels que l'International Disability Alliance, le Partenariat mondial pour les questions d'invalidité et le développement et le groupe

d'experts qui soutient les travaux du Rapporteur spécial chargé d'étudier la situation des handicapés.

Changements importants survenus au sein de l'organisation

En 2010, et une nouvelle fois en 2011, le Gouvernement finlandais a apporté un appui financier d'un montant de 50 000 euros.

Contribution de l'organisation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Fédération suit et soutient les buts, objectifs, recommandations et programmes des Nations Unies en facilitant l'accès aux écoles et à un système d'éducation bilingue de qualité pour les enfants sourds, y compris les filles, en fournissant des services d'interprétation en langue des signes, en militant en faveur de la reconnaissance des langues des signes dans la législation, en mettant en relief le caractère unique de la culture des sourds, en autonomisant les sourds dans le monde entier et en œuvrant en faveur du renforcement des associations des sourds. Ces efforts sont susceptibles d'aider à réduire la pauvreté, à créer des emplois et à améliorer l'intégration sociale des sourds, tout en appuyant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

La Fédération a fait des interventions orales et écrites demandant au Forum sur les questions relatives aux minorités du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et à l'Expert indépendant sur les questions relatives aux minorités de tenir compte de la situation des utilisateurs du langage des signes dans tous ses travaux (à la première session du Forum tenu à Genève les 15 et 16 décembre 2008). En juin 2010, la Fédération a répondu en une demande d'information du Haut-Commissariat concernant la mise en œuvre des mesures d'accessibilité prévues à l'article 9 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle a présenté des déclarations orales et écrites concernant le droit des sourds à une éducation en langue des signes à une table ronde sur l'inclusion et le droit à l'éducation (art. 24 de la Convention) (troisième session de la Conférence des États parties à cette Convention, tenue à New York du 1^{er} au 3 septembre 2010). Elle a présenté une déclaration écrite sur l'importance qu'il y a à donner aux sourds accès aux services, à la formation et aux nouvelles technologies (Comité des droits des personnes handicapées, débat général sur l'accessibilité tenu le 7 octobre 2010 à Genève). Elle a également présenté des contributions à la consultation thématique du Haut-Commissariat aux droits de l'homme sur la coopération internationale (art. 32 de la Convention) en octobre 2010.

Une bonne part des activités de sensibilisation de la Fédération ont été conduites par le biais de l'International Disability Alliance, et, dans une moindre mesure, grâce à une coopération bilatérale directe avec l'Organisation des Nations Unies. La Fédération a organisé une manifestation parallèle sous le titre « Vers une éducation sans entraves pour les enfants sourds : comprendre la notion de l'éducation bilingue », tenue le 2 septembre 2010, à la troisième session de la Conférence des États parties à la Convention. En 2007, elle était représentée à 1 réunion, en 2008 à 7, en 2009 à 4 et en 2010 à 10 réunions. Elle a mis l'accent en particulier sur les réunions des organes suivants : Comité des droits des personnes

handicapées, Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, Conseil des droits de l'homme, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, UNESCO, Assemblée générale, Union internationale des télécommunications, Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé, Groupe d'experts sur le handicap, Commission du développement social et Département de l'information.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Le Groupe d'experts a contribué des observations au Rapport mondial sur le handicap.

Initiatives prises par organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a appuyé les travaux de l'International Disability Alliance en ce qui concerne l'intégration des droits des personnes handicapées dans les objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, elle a milité en faveur de l'accès à une éducation bilingue de qualité, a conduit des activités de création de capacités au sein des associations nationales des sourds, a rédigé des documents et partagé des informations concernant le VIH/sida et l'égalité des sexes. Toutes les principales activités de la Fédération visent à éliminer la pauvreté.

Informations additionnelles

La Fédération a conduit une correspondance avec le Département des affaires économiques et sociales en vue d'amener l'ONU à proclamer une journée internationale de la langue des signes. Des documents concernant la langue des signes ont été présentés à l'intention des mécanismes de suivi de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et des autres organismes chargés des droits de l'homme.

15. Fédération mondiale des sourds-aveugles

Spécial, 2007

Introduction

La Fédération mondiale des sourds-aveugles est une organisation représentative mondiale de personnes sourdes et aveugles.

Buts et objectifs de l'organisation

La Fédération a pour but d'améliorer la qualité de vie des personnes aveugles et sourdes dans le monde entier, l'objectif consistant à réaliser l'égalité des droits de ces personnes.

Changements importants survenu au sein de l'organisation

Entre 2007 et 2009, la Fédération a soutenu la formation de l'African Federation of the Deafblind, qui a tenu la session inaugurale de son assemblée générale à Munyonyo (Ouganda), les 21 et 22 octobre 2009.

Contributions aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

La Fédération est une petite organisation avec des ressources très limitées. Elle n'emploie pas de personnel et tous les travaux sont accomplis à titre bénévole. Elle est membre de l'International Disability Alliance, réseau international et régional de personnes handicapées. Par le biais de l'Alliance, la Fédération contribue aux travaux du Conseil des droits de l'homme, aux comités créés en application de traités relatifs aux droits de l'homme, et au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, en particulier pour les études thématiques. En tant que membre de l'Alliance, la Fédération soutient le programme de l'ONU en matière de développement en améliorant la capacité des organisations de personnes handicapées dans le monde entier, notamment en ce qui concerne la présentation de rapports parallèles et le suivi efficace de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Participation aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

Le président de la Fédération a assisté à la quarante-cinquième session de la Commission du développement social, tenue à New York du 7 au 16 février 2007. Il a été invité à une manifestation spéciale du Conseil des droits de l'homme concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées, tenue le 26 mars 2007, à laquelle il a présenté une déclaration au nom de l'International Disability Alliance. Il a également participé à une réunion de l'Organisation mondiale de la santé sur le handicap et la réadaptation, tenue le 14 septembre 2007, et a présidé une manifestation parallèle, tenue à Genève le 17 septembre 2007, sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées organisée par l'International Disability Alliance à la sixième session du Conseil des droits de l'homme. À une session extraordinaire consacrée à l'entrée en vigueur de la Convention, tenue à New York le 12 mai 2008, la Fédération a été invitée à parler en séance plénière au nom de l'International Disability Alliance. À la huitième session du Conseil, à l'occasion d'une autre manifestation spéciale sur l'entrée en vigueur de la Convention, la Fédération a été invitée à participer à une réunion-débat au nom de l'International Disability Alliance. Elle a également participé à la première session de la Conférence des États parties à la Convention, tenue à New York du 31 octobre au 3 novembre 2008. À une manifestation du 5 au 10 janvier 2009 organisée pour marquer le 200^e anniversaire de la naissance de Louis Braille, la Fédération a été invitée à parler en séance plénière sur l'utilisation du braille pour les personnes sourdes et aveugles.

Coopération avec des organismes des Nations Unies

Comme la Fédération n'a que des ressources limitées, la coopération avec les organismes et institutions des Nations Unies a lieu principalement par le biais de l'International Disability Alliance, qui a des bureaux et un personnel permanent à New York et Genève. Le groupe sur le handicap et la réadaptation de l'Organisation mondiale de la santé a consulté la Fédération sur la production du Rapport mondial sur le handicap sous un format accessible à des lecteurs sourds et aveugles qui lisent en braille.

Initiatives prises par organisation en faveur des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a contribué aux efforts de l'International Disability Alliance en faveur de l'inclusion des droits des personnes handicapées dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a organisé un stage de cinq jours à l'intention des dirigeants de 10 organisations nationales africaines de personnes aveugles et sourdes concernant les droits de l'homme et le développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et la Convention relative aux droits des personnes handicapées (Entebbe (Ouganda), 7-8 mars 2008).

Informations additionnelles

La surdicécité est un handicap distinct qui affecte la vision et l'ouïe. Elle limite les activités dans lesquelles une personne peut s'engager et sa pleine participation dans la société dans une mesure qui exige que la société la compense en lui fournissant des services spécifiques, en procédant à des modifications de l'environnement et en utilisant la technologie.
